Projet de règlement grand-ducal

portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement à l'Administration gouvernementale – Ministère de la Sécurité sociale – Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance – de la matière de la partie spéciale de l'examen-concours prévu à l'article 18, paragraphe premier de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

Avis du Conseil d'Etat

(10 décembre 2013)

Par dépêche du 1^{er} octobre 2013 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat a été saisi du projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Au texte du projet de règlement étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics est parvenu au Conseil d'Etat le 21 octobre 2013.

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de fixer la matière et les modalités d'organisation de l'examen-concours qui sera organisé en vue de l'occupation d'une vacance de poste, par voie du recrutement interne, dans la carrière supérieure au sein de la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance. Seule la partie spéciale de cet examen est ici visée, la partie générale ayant été réglée uniformément pour tous les candidats par le règlement grand-ducal modifié du 29 mai 1992 portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement auprès de l'administration gouvernementale, de la matière et des modalités de la partie générale de l'examen-concours prévu à l'article 18, alinéa premier de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

Examen des articles

Intitulé

Pour rester cohérent avec les autres textes en la matière, l'intitulé est à rédiger en citant le « paragraphe 1^{er} » et non le « paragraphe premier ».

Préambule

Il y a lieu de mentionner en premier lieu le Gouvernement dont émane le projet, suivi ensuite du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Article 1^{er}

L'observation faite à l'endroit de l'intitulé vaut également pour l'alinéa 1^{er} de l'article sous revue.

Sur un plan purement formel, le Conseil d'Etat propose de remplacer au point 3 les points subdivisant les énumérations par des lettres de la séquence a), b), c),... ceci afin de faciliter les renvois, notamment lors d'éventuelles modifications ultérieures du texte. Le cinquième point-virgule, *in fine* des termes « les modalités de financement » est à remplacer par un point final.

Article 2

Sans observation.

Article 3 (nouveau selon le Conseil d'Etat)

Contrairement aux autres règlements grand-ducaux traitant la même matière, le projet sous examen passe sous silence la mise en place de la commission de contrôle ainsi que celle du jury d'examen. Le Conseil d'Etat suppose qu'il s'agit d'un oubli et suggère dès lors de compléter le texte en projet par un article supplémentaire et qui a la teneur suivante:

« **Art. 3.** La commission de contrôle, prévue à l'article 20 de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne, statue en qualité de jury d'examen conformément au point 3 du même article.

Elle fait connaître aux candidats un programme d'examen détaillé.

La procédure est régie par le règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'Etat. »

Article 3 (4 selon le Conseil d'Etat)

Dans la continuité de l'observation faite à l'endroit du préambule, il y a lieu, à l'endroit de la formule exécutoire, de citer en premier lieu le membre du Gouvernement dont émane le projet, suivi ensuite du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 décembre 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen